

NON CLASSIFIÉ

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE DANS LES PROCESSUS ÉLECTORAUX ET LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ÉCHELLE FÉDÉRALE

RAPPORT INSTITUTIONNEL – CABINET DU PREMIER MINISTRE – ÉTAPE 2

- 1. Une liste et une description de tous les principaux cas d'ingérence étrangère présumée ciblant les processus démocratiques du Canada, y compris le résumé, les dates, la cible, le pays concerné, les principaux acteurs, la circulation de l'information et toute initiative prise.**

Le Cabinet du premier ministre (« CPM ») croit savoir qu'une liste est en cours de préparation par les organismes de renseignement. Il convient de noter que ce ne sont pas tous les cas d'ingérence étrangère dans la liste qui auraient été portés à l'attention du CPM.

- 2. Une liste et une description de tous les moyens existants à la disposition de chaque gouvernement et organisme pour détecter, dissuader et contrer toute activité d'ingérence étrangère, y compris toute évolution ou modification pertinente de ces moyens.**

Le CPM reçoit des renseignements de fonctionnaires du BCP, qui peuvent faire intervenir des fonctionnaires d'autres ministères ou organismes, au besoin. L'ingérence étrangère est l'un des très nombreux sujets sur lesquels le CPM reçoit des renseignements de la part de fonctionnaires. Comme il est décrit dans le rapport institutionnel initial du CPM, ces renseignements sont fournis sous de nombreuses formes différentes, tant par écrit qu'oralement, qui n'ont pas toutes fait l'objet d'un suivi officiel. Ces renseignements pourraient potentiellement éclairer n'importe laquelle des activités du CPM et peuvent souvent être fournis uniquement pour la connaissance de la situation.

L'un des principaux canaux par lesquels le CPM reçoit de l'information sur le renseignement est lorsque les fonctionnaires effectuent des vérifications de sécurité sur les candidats à des nominations potentielles à des fonctions où une habilitation de sécurité est requise, y compris, mais sans s'y limiter, les postes du Cabinet.

Les ministères responsables, le Bureau du Conseil privé (« BCP ») et les ministères et organismes pertinents sont les mieux placés pour dresser la liste des moyens précis de détecter, de dissuader et de contrer l'ingérence étrangère. Bon nombre de ces moyens ont été mis au point par le gouvernement et ont été décrits dans les rapports institutionnels de l'étape 1, y compris celui du CPM. En mettant au point de nouveaux moyens de détecter, de dissuader et de combattre l'ingérence étrangère, le premier ministre établit des objectifs et des priorités. Au cours de l'élaboration de la politique, le CPM et le BCP associent l'ensemble du gouvernement, au besoin, et peuvent être consultés sur des politiques particulières. Enfin, le Cabinet examine et décide d'approuver ou non une politique élaborée.

NON CLASSIFIÉ

3. Une liste et une description de toutes les propositions de politiques, des plans législatifs et des demandes de ressources liés à l'ingérence étrangère, y compris, mais sans s'y limiter, les notes de service au sous-ministre (ou l'équivalent) ou au sous-ministre adjoint (ou l'équivalent). À tout le moins, cela devrait inclure la date de la demande, la date de la décision (le cas échéant), un résumé des changements proposés et le résultat de cette demande.

Le gouvernement a été particulièrement actif pour ce qui est de faire progresser les propositions stratégiques et les initiatives législatives visant à lutter contre l'ingérence étrangère, comme il est indiqué dans le rapport institutionnel du CPM pour la phase 1 (voir les pages 3-6). La priorité que le gouvernement a accordée à l'ingérence étrangère est également mise en évidence par les lettres de mandat du premier ministre à trois ministres en décembre 2021 – celles des ministres de Sécurité publique Canada, des Affaires étrangères et de l'Innovation, de la Science et de l'Industrie. À son tour, le ministre de Sécurité publique Canada a également établi les priorités liées à la lutte contre l'ingérence étrangère dans sa lettre de mandat au directeur du SCRS en 2022.

Ces mesures ont été accompagnées de décisions de financement connexes énoncées dans le budget fédéral (voir l'ANNEXE A). Il convient de noter que le gouvernement s'est engagé à verser environ 500 millions de dollars dans la lutte contre l'ingérence étrangère depuis 2018. Cela comprend :

- Des investissements importants dans le SCRS et la GRC pour améliorer les capacités de renseignement et d'enquête;
- Le financement accordé au CST pour établir le Centre canadien pour la cybersécurité et pour fournir des conseils et une orientation en matière de cybersécurité aux partis politiques et aux administrateurs électoraux canadiens;
- Le financement de Sécurité publique Canada pour l'établissement d'un Bureau national de lutte contre l'ingérence étrangère;
- La mise sur pied de l'unité du Mécanisme de réponse rapide du G7 à Affaires mondiales Canada;
- Des améliorations à la *Loi électorale*;
- Le financement accordé à Patrimoine canadien pour lancer un projet de démocratie numérique afin de renforcer la résilience des Canadiennes et Canadiens à la désinformation en ligne, ainsi que l'Initiative de citoyenneté numérique.

Plus récemment, en mai 2024, le gouvernement a déposé à la Chambre des communes le projet de loi C-70, Loi concernant la lutte contre l'ingérence étrangère. Ce projet de loi comprend des modifications au *Code criminel*, à la *Loi sur la protection de l'information*, à la *Loi sur le SCRS* et à la *Loi sur la preuve au Canada*, ainsi qu'une proposition visant à établir un registre pour la transparence en matière d'influence étrangère.

Plus précisément, le projet de loi C-70 :

- Modernise l'infraction de sabotage existante dans le *Code criminel* pour s'assurer que l'infraction est adaptée au contexte de menace d'aujourd'hui, y compris un nouveau délit de

NON CLASSIFIÉ

comportement visant l'infrastructure essentielle et certaines catégories d'infrastructures essentielles protégées.

- Modifie la *Loi sur la protection de l'information* en créant trois nouvelles infractions liées à l'ingérence étrangère : 1) une infraction générale d'ingérence étrangère commise pour le compte d'une entité étrangère, 2) un acte criminel commis pour le compte d'une entité étrangère et 3) une infraction d'ingérence politique commise pour le compte d'une entité étrangère, et modifie l'infraction existante pour l'intimidation, les menaces et la violence afin de les rendre plus sensibles aux menaces modernes; comme faire du mal aux parents d'un citoyen canadien vivant dans un État étranger.
- Modifie la *Loi sur le SCRS* pour s'assurer qu'elle peut fonctionner avec succès dans un monde numérique, fournir de l'information à des partenaires non fédéraux et permettre au SCRS de réagir à l'évolution des menaces. Ces changements créent des pouvoirs modernes et transparents, tout en maintenant une surveillance ministérielle et judiciaire solide, ainsi qu'un examen parlementaire et indépendant.
- Modifie la *Loi sur la preuve au Canada* afin d'établir un régime régissant la divulgation, la protection et l'utilisation de renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables dans le cadre de procédures administratives devant la Cour fédérale ou la Cour d'appel fédérale, comme les contrôles judiciaires ou les appels prévus par la loi découlant de la prise de décisions administratives fédérales.
- Présente la *Loi sur la transparence et la responsabilité en matière d'influence étrangère* dans laquelle un nouveau commissaire à la transparence en matière d'influence étrangère administrera le nouveau registre et appliquera la *Loi* au moyen de sanctions pécuniaires et pénales.

4. Une liste et une description de tous les arrangements et engagements existants (y compris les protocoles d'entente) entre le gouvernement et les ministères et organismes, ainsi qu'avec les partenaires internationaux, visant à détecter, à dissuader et à contrer les activités d'ingérence étrangère, y compris les dates auxquelles les arrangements ont été en place.

Les types d'accords mentionnés relèvent généralement de la compétence des ministères responsables, des services et organismes compétents, qui sont les mieux placés pour énumérer ces arrangements et entreprises. Comme le souligne le rapport institutionnel du BCP, il y a eu de nombreux développements récents visant à améliorer la coordination intergouvernementale dans les domaines pertinents à l'ingérence étrangère. Au cours de l'élaboration de la politique, le CPM et le BCP associent l'ensemble du gouvernement, au besoin, et peuvent être consultés sur des politiques particulières. Enfin, le Cabinet examine et décide d'approuver ou non une politique élaborée. En ce qui concerne les accords internationaux, en 2018, le gouvernement du Canada a dirigé la création du Mécanisme d'intervention rapide du G7, tel qu'il est détaillé dans la réponse à la question 6 ci-dessous, et a participé à son expansion au fil du temps.

NON CLASSIFIÉ

5. **Une liste et une description de toutes les demandes de mandat liées à l'ingérence étrangère présentées au ministre de Sécurité publique Canada, et des autorisations ministérielles soumises au ministre de la Défense nationale, y compris la date de soumission au ministre, la date approuvée par le ministre, la date de la décision par la Cour fédérale et, le cas échéant, les motifs de la décision.**

Sans objet pour le CPM.

6. **Une liste et une description de la date, du lieu, du participant et un résumé des discussions pour tous les engagements des cadres supérieurs (SMA et au-dessus, y compris les ministres) avec des représentants de gouvernements étrangers (en particulier la Chine, la Russie et l'Inde) où le sujet de l'ingérence étrangère a été soulevé.**

Le premier ministre a soulevé la question de l'ingérence étrangère auprès de représentants de gouvernements étrangers à de nombreuses reprises. Il l'a fait dans le cadre de conversations bilatérales, que ce soit en personne ou au téléphone, ainsi que lors de réunions multilatérales. L'ingérence étrangère a également été abordée dans les accords et les résultats de divers sommets et visites bilatérales.

On trouvera ci-après une liste des engagements du premier ministre avec des représentants de gouvernements étrangers qui ont porté sur la question de l'ingérence étrangère dans les institutions démocratiques.

Veillez noter que cette liste n'est pas exhaustive. Aucune liste ne sera en mesure de répertorier de manière exhaustive les engagements informels ou ponctuels. Compte tenu de la nature des affaires étrangères, de nombreux engagements sont des conversations qui ne sont pas officiellement programmées. Ils peuvent se produire en marge d'autres événements.

La liste ne comprend pas les nombreux engagements qui concernaient la défense et le renforcement des valeurs démocratiques en général, ou qui portaient sur la façon d'aborder la conduite de pays comme la Chine et la Russie qui n'est pas précisément liée à l'ingérence étrangère dans les institutions démocratiques, y compris les cas précis de répression transnationale d'intérêt commun pour le Canada et nos partenaires partageant les mêmes idées.

Comme l'illustrent plusieurs des exemples, il y a des séquences d'engagements qui s'appuient les uns sur les autres, chaque engagement touchant à l'ingérence étrangère (p. ex. plusieurs réunions du G7, les Sommets pour la démocratie). Certains de ces engagements peuvent également comprendre des processus stratégiques qui rendent compte des mesures prises par le Canada pour contrer l'ingérence étrangère ou reflètent les engagements internationaux à coopérer et à prendre des mesures collectives.

La liste ne comprend pas non plus les engagements de représentants du gouvernement canadien autres que le premier ministre. Les interactions entre le personnel du Cabinet du premier ministre et les représentants des gouvernements étrangers ne font pas l'objet d'un suivi en soi. Les

NON CLASSIFIÉ

interactions entre les fonctionnaires et les représentants de gouvernements étrangers seraient énumérées dans d'autres rapports institutionnels.

Date	Lieu	Participants	Sommaire
2018-06-10	Sommet du G7, Canada		<p>Pour bâtir un monde plus pacifique et plus sûr, les dirigeants se sont engagés à prendre des mesures énergiques en réponse aux acteurs étrangers qui cherchent à saper nos sociétés et institutions démocratiques, nos processus électoraux et notre souveraineté. Les dirigeants du G7 ont convenu d'établir un Mécanisme d'intervention rapide du G7, qui renforcera la coordination entre nos pays afin de cerner ces menaces diverses et changeantes et d'y réagir. Grâce à cette initiative, les pays du G7 échangeront de l'information et des analyses, et cerneront de nouvelles possibilités où nous pourrions travailler ensemble pour défendre nos démocraties.</p> <p>Voir le lien.</p>
2018-07-10	Visite en Lettonie	Raimonds Vējonis, Président de la Lettonie	<p>Les dirigeants ont discuté de questions d'intérêt mutuel, y compris leur engagement à l'égard de la défense et de la sécurité régionales, le prochain sommet de l'OTAN et la contribution du Canada à la présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie. D'autres questions de sécurité ont également été discutées entre le premier ministre et le président, notamment la cybersécurité, la guerre hybride et l'ingérence étrangère.</p> <p>Voir le lien.</p>
2018-09-05	Appel téléphonique	Première ministre du Royaume-Uni, Theresa May	<p>Après une discussion sur la récente arrestation par le Royaume-Uni de deux Russes en lien avec un empoisonnement à Salisbury, les dirigeants ont parlé plus largement de la nécessité pour les pays</p>

NON CLASSIFIÉ

			démocratiques de répondre aux menaces. Le récent accord sur le Mécanisme de réponse rapide du G7 a été mentionné comme un outil de collaboration et d'échange de renseignements plus étroits.
2019-07-17 et 2018	Sommet Canada-UE à Montréal	Président du Conseil européen, Donald Tusk	Les dirigeants ont discuté de la nécessité d'être vigilants quant à la protection et au renforcement de nos institutions, processus et principes démocratiques contre les menaces étrangères. Ils ont convenu de continuer à collaborer et à partager les pratiques exemplaires, tant au niveau bilatéral que par l'intermédiaire de mécanismes multilatéraux, y compris le Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7 établi par le Canada sous la présidence canadienne du G7 en 2018. Voir le lien .
2021-01-19	Appel téléphonique	La première ministre de la Suède, Magdalena Andersson	Le premier ministre a soulevé des menaces pour la démocratie, y compris celles découlant de la technologie, des médias sociaux et de l'intelligence artificielle. Il a mentionné la Chine et la Russie comme des acteurs cherchant à saper et à déstabiliser les démocraties et donc l'ordre international.
2021-02-23	Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis-Canada	Le président Joe Biden	Il a été convenu que le Canada et les États-Unis renforceront leur coopération afin de renforcer la cybersécurité et de lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation. Voir le lien .
2021-06-11 à 2013	Sommet du G7 à Carbis Bay, au Royaume-Uni	Dirigeants du G7	On s'est engagé à accroître la coopération à l'appui de la démocratie, notamment en renforçant le Mécanisme de réponse rapide du G7 pour contrer les

NON CLASSIFIÉ

			<p>menaces étrangères à la démocratie, y compris la désinformation.</p> <p>Les dirigeants ont réitéré leur appel à la Russie pour qu'elle mette fin à ses comportements déstabilisateurs et à ses activités malveillantes, y compris son ingérence dans les systèmes démocratiques d'autres pays, et qu'elle respecte ses obligations et engagements internationaux en matière de droits de la personne.</p> <p>Voir le lien.</p> <p>Ce sommet a également donné lieu à la Déclaration sur les sociétés ouvertes qui s'engage expressément à « continuer d'échanger de l'information et de coordonner des réponses efficaces aux menaces communes dont font l'objet les droits de la personne, la démocratie et la primauté du droit, comme la désinformation et la détention arbitraire, notamment au moyen de partenariats pertinents tels que le Mécanisme de réponse rapide, le cas échéant ».</p>
2021-06-15	Sommet Canada-Union européenne	Dirigeants de l'Union européenne	<p>Les dirigeants ont convenu de continuer à coopérer étroitement à la promotion de la paix et de la sécurité internationales ainsi que de nos valeurs communes, y compris la défense des droits de la personne, l'égalité de genre, la liberté des médias, la démocratie libérale, l'état de droit et l'ordre international fondé sur des règles. Face aux menaces croissantes qui pèsent sur les institutions et les processus démocratiques, les dirigeants se sont engagés à faire progresser la coopération dans des cadres tels que le Mécanisme de réponse rapide du G7 pour lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation, renforcer la résilience face à ces actions et soutenir les partenaires dans leurs efforts. Ils ont</p>

NON CLASSIFIÉ

			<p>également décidé de coordonner l'action diplomatique pour prévenir, décourager, dissuader cyberactivités malveillantes et les menaces hybrides et y répondre.</p> <p>Voir le lien.</p>
2021-12-09	Sommet pour la démocratie	Divers	Voir le lien vers les remarques du premier ministre. Bien que l'ingérence étrangère n'ait pas été abordée en profondeur, le processus global de ce sommet a porté sur l'ingérence étrangère de manière plus substantielle.
2022-02-26	Appel téléphonique	Présidente de la Moldavie, Maia Sandu	Les dirigeants ont discuté des tentatives de la Russie d'interférer dans les élections en Moldavie.
2022-04-04	Appel téléphonique	Premier ministre de l'Australie, Scott Morrison	Les deux dirigeants ont discuté de la désinformation russe et de la possibilité de réponses diplomatiques.
2022-05-30	Appel téléphonique	Premier ministre de Singapour, Lee Hsien Loong	Le premier ministre a soulevé la question de la circulation de la désinformation russe dans leur pays respectif et les deux dirigeants en ont discuté.
2022-06-28	Sommet du G7, Allemagne	Divers dirigeants	Les dirigeants ont décidé de mettre fin au recul démocratique et à la sape des valeurs fondamentales en garantissant une coordination étroite au sein du G7 et avec des partenaires pour renforcer les démocraties et nos institutions contre la désinformation, y compris la manipulation de l'information étrangère. À la lumière de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, les pays du G7 demeurent déterminés et renforceront leur coopération par l'intermédiaire du Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7 afin de protéger nos systèmes démocratiques et nos sociétés ouvertes contre les menaces étrangères, comme la manipulation et l'ingérence de l'information, y compris la désinformation. [...] À cette fin,

NON CLASSIFIÉ

			<p>l'engagement a été pris de développer davantage le MRR du G7 en mettant davantage l'accent sur les menaces hybrides et d'améliorer ses capacités à répondre à l'ingérence étrangère également à l'échelle infranationale. De façon plus générale, les pays du G7 renforceront également la résilience des acteurs et des institutions publics, des entreprises, du milieu universitaire et de la société civile grâce à une approche pansystémique, ainsi qu'à la coopération au sein de l'OCDE.</p> <p>Voir le lien.</p>
2022-06-27	Sommet du G7, Allemagne	Divers dirigeants	<p>Lors du sommet, les dirigeants ont publié la Déclaration sur les démocraties résilientes, qui s'appuyait sur la Déclaration sur les sociétés ouvertes de Carbis Bay de 2021 (voir ci-dessus) et s'engageait expressément à « lutter contre les menaces hybrides, en particulier la manipulation et la déformation de l'information, y compris la désinformation », à « coopérer pour contrer la manipulation de l'information, à promouvoir l'exactitude de l'information et à défendre nos valeurs démocratiques communes dans le monde entier », et à « renforcer la résilience contre l'ingérence étrangère malveillante et les actes de répression transnationale qui cherchent à saper la confiance dans le gouvernement, la société et les médias, à réduire l'espace civique et à faire taire les critiques ».</p> <p>Voir le lien.</p>
2022-11	Sommet du G20, Indonésie	Président Xi Jinping	<p>En plus d'autres questions, le premier ministre a soulevé les graves préoccupations du Canada au sujet des activités d'ingérence de la Chine au</p>

NON CLASSIFIÉ

			Canada. Les deux dirigeants ont discuté de l'importance d'un dialogue continu.
2023-03-29	Deuxième Sommet pour la démocratie	Divers	Voir le lien .
2023-05-17	Réunion à Séoul, Corée du Sud	Président Yoon Suk Yeol	<p>Les dirigeants ont discuté de l'impact des technologies émergentes sur la préservation des valeurs et des institutions démocratiques et des menaces posées par la désinformation et la guerre de l'information. Les dirigeants ont également convenu de travailler en étroite collaboration pour élaborer, avec d'autres pays aux vues similaires, des politiques fondées sur l'inclusion, les droits de la personne et la primauté du droit, afin de se défendre contre la désinformation en ligne et d'accroître la résilience des citoyens et de la société.</p> <p>Voir le lien.</p>
2023-05-20	Sommet du G7, Japon		<p>Les dirigeants ont réaffirmé leur engagement à protéger l'environnement de l'information en soutenant la liberté de la presse et la liberté en ligne, en particulier la protection contre le harcèlement et les abus en ligne, les coupures et les perturbations d'Internet, ainsi que la lutte contre les manipulations de l'information et les ingérences provenant de l'étranger, notamment la désinformation, qui a pour but de saper la confiance dans les institutions démocratiques et de semer la discorde au sein de la communauté internationale. Ils ont fermement condamné les techniques de manipulation de l'information et d'ingérences amplement utilisées par la Russie pour obtenir un soutien à sa guerre d'agression contre l'Ukraine et cacher la vérité des faits concernant son agression.</p>

NON CLASSIFIÉ

			<p>Grâce au Mécanisme de réaction rapide du G7, les nations du G7 s'efforceront de renforcer leur action collective de lutte contre les menaces pesant sur la démocratie, y compris ce type de manipulation, dans le plein respect du droit international des droits de la personne, notamment la liberté d'expression. Les pays du G7 s'emploieront à garantir la promotion des informations factuelles, fiables et de qualité, et appelleront les plateformes numériques à soutenir cette approche. Les membres accentueront la coopération sur ces questions avec leurs partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux du monde entier qui partagent leur détermination à promouvoir l'accès à ce type d'information, notamment en soutenant les initiatives internationales pertinentes, telles que le Partenariat international pour l'information et la démocratie, et en appuyant les efforts des Nations Unies et de l'OCDE.</p> <p>Voir le lien.</p>
2023-06-26	Visite en Islande	Dirigeants de l'Islande, du Danemark, de la Finlande, de la Norvège, de la Suède, des îles Féroé, du Groenland et d'Åland	<p>Le premier ministre Trudeau a souligné les efforts déployés par le Canada pour renforcer la résilience démocratique et relever des défis tels que l'ingérence étrangère, les incidents cybernétiques, les préjudices en ligne, la désinformation, les atteintes à la démocratie et la gestion des urgences. Le premier ministre a mis en relief le leadership du Canada au sein du Mécanisme de réponse rapide du G7, qui lutte contre la désinformation. Il a également évoqué les efforts que nous déployons pour soutenir la liberté des médias et promouvoir la conduite responsable des entreprises canadiennes à l'étranger ainsi que le travail que nous effectuons ensemble par l'intermédiaire de la Coalition pour la liberté en ligne. Il</p>

NON CLASSIFIÉ

			<p>a insisté sur le fait que le Canada et les pays nordiques doivent poursuivre leur collaboration pour lutter contre les cybermenaces, promouvoir la stabilité dans le cyberspace, défendre l'ordre international fondé sur des règles et imposer des coûts à ceux qui se livrent à des activités cybernétiques malveillantes.</p> <p>Voir le lien.</p>
2023-11-24	Sommet Canada-États-Unis à St. John's, Terre-Neuve	Dirigeants de l'Union européenne	<p>Les dirigeants ont convenu de continuer à renforcer leur collaboration pour contrer les menaces étrangères qui pèsent sur la démocratie, notamment au moyen de plateformes comme le Mécanisme de réponse rapide du G7. Les pays membres continueront de travailler ensemble pour protéger l'intégrité de l'information en se fondant sur l'inclusion, les droits de la personne et la primauté du droit en vue de défendre les citoyens et la société et d'accroître leur résilience face à la manipulation de l'information et à la désinformation en ligne et hors ligne. Ils comptent notamment travailler à l'élaboration de normes et de principes internationaux comme ceux qui sont énoncés dans la Déclaration mondiale sur l'intégrité de l'information en ligne. Les dirigeants ont appelé tous les acteurs étrangers à cesser toute activité d'ingérence visant à porter atteinte à la sécurité et à la sûreté de leurs communautés, à l'intégrité de leurs institutions et processus démocratiques et à leur prospérité économique.</p> <p>Voir le lien.</p>
2024-03-20	Troisième Sommet pour la démocratie	Divers	<p>Voir le lien.</p>

NON CLASSIFIÉ

2024-06-04	Appel téléphonique	Présidente de la Commission européenne, Ursula van der Leyen	Les deux dirigeants ont discuté de l'ingérence étrangère dans l'opinion publique européenne, y compris les cyberattaques et les manifestations stratégiquement organisées. Le premier ministre a mentionné l'ingérence étrangère de la Chine, de la Russie et de l'Inde dans les processus démocratiques canadiens.
2024-06-14	Sommet du G7, Pouilles, Italie	Divers	En raison de l'évolution rapide des technologies émergentes, les nations du G7 sont plus préoccupées que jamais par la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère dans leurs institutions et processus démocratiques et par la façon dont les tentatives d'ingérence, les cyberactivités malveillantes et la répression transnationale sapent collectivement la souveraineté et les valeurs démocratiques. Les participants se sont engagés à renforcer leurs efforts coordonnés en vue de prévenir et de détecter les menaces liées à la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère et de répondre à ces menaces au moyen de pratiques respectueuses des droits de la personne et d'un appui à la liberté d'expression et aux médias libres, indépendants et pluralistes. Les participants ont demandé à leurs ministres concernés de renforcer le Mécanisme de réponse rapide du G7 en créant d'ici à la fin de l'année un cadre d'intervention collective pour contrer les menaces venant de l'étranger qui planent sur la démocratie, y compris en exposant publiquement les opérations étrangères de manipulation de l'information. Les membres du G7 ont également demandé aux entreprises de technologie, en particulier les plateformes de médias sociaux, à intensifier leurs efforts pour prévenir et contrer les campagnes de manipulation

NON CLASSIFIÉ

			<p>de l'information et d'ingérence étrangère et l'abus possible de l'intelligence artificielle à cette fin et à travailler à l'établissement de normes strictes en matière de transparence et de responsabilité à l'égard de ces questions. Les pays membres poursuivront leur collaboration avec les gouvernements et les partenaires non gouvernementaux pour favoriser des informations factuelles et fiables de qualité et ils appuieront les initiatives internationales pertinentes, en particulier aux Nations Unies et à l'OCDE.</p> <p>Voir le lien.</p>
--	--	--	---

7. Une liste et une description de toutes les campagnes d'éducation destinées aux parlementaires et à leur personnel, aux partis politiques, aux employés des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux, aux groupes de la diaspora ou au grand public concernant l'ingérence étrangère.

Les ministères responsables, le BCP et les ministères et organismes concernés sont les mieux placés pour énumérer de telles campagnes d'éducation. De plus, en ce qui concerne les parlementaires et les partis politiques en particulier :

- Les députés nouvellement élus reçoivent une série de séances d'information sur la sécurité de la Chambre des Communes.
- Les services de renseignement n'ont par ailleurs pas besoin de l'autorisation du cabinet du premier ministre pour informer les députés de la menace d'ingérence étrangère. Il est en effet indiqué ailleurs dans le rapport que le SCRS l'a fait à plusieurs reprises, lorsque le besoin s'en est fait sentir.
- Le SCRS a accru le nombre de séances d'information défensives qu'il offre aux élus. Selon le rapport public 2023 du SCRS, ce nombre a atteint 122 en 2023 – une augmentation de 31 % – dont 19 à des élus fédéraux seulement en 2023.
- En 2019 et 2021, les partis politiques ont pris part à des séances d'information sur les menaces au niveau Secret de la part du Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignement pour les élections (SITE).
- En décembre 2020, le ministre Blair a envoyé une longue lettre détaillée décrivant la menace d'ingérence étrangère à l'ensemble des parlementaires.

NON CLASSIFIÉ

- En mai 2023, le ministre de la Sécurité publique a publié une directive ministérielle qui, entre autres choses :
 - Exige que « les menaces à la sécurité du Canada dirigées contre le Parlement et les parlementaires, y compris celles qui visent leur famille et leur personnel, fassent l'objet de la plus grande attention de la part du Service canadien du renseignement de sécurité »;
 - Exige que « Le SCRS s'efforcera, dans la mesure du possible et dans le respect de la loi, tout en protégeant la sécurité et l'intégrité des opérations et des enquêtes de sécurité nationale et de renseignement, de veiller à ce que les parlementaires soient informés des menaces à la sécurité du Canada qui sont dirigées contre eux »;
 - Exige que « Le ministre de la Sécurité publique sera informé de toutes les menaces à la sécurité du Canada dirigées contre le Parlement ou les parlementaires en temps opportun ».

- En janvier 2024, le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales a publié une série d'outils et de ressources pour repérer et combattre la désinformation et l'ingérence étrangère (disponibles [en ligne](#)), notamment ce qui suit :
 - Trousse d'outils pour résister à la désinformation et l'ingérence étrangère – à l'intention des dirigeants élus et des titulaires d'une charge publique
 - Trousse d'outils pour résister à la désinformation et l'ingérence étrangère pour les dirigeants communautaires
 - Trousse d'outils pour résister à la désinformation et l'ingérence étrangère – à l'intention des fonctionnaires
 - Lutter contre la désinformation : guide à l'intention des fonctionnaires

- En juin 2024, tous les caucus des partis ont reçu une séance d'information générale sur l'ingérence étrangère de la part des responsables de Sécurité publique Canada.

8. Pour chaque comité interministériel lié à l'ingérence étrangère, la liste de la fréquence des réunions (ou les dates des réunions si *elles sont ponctuelles*) et la description de la documentation qui est régulièrement produite pour chaque comité (p. ex. ordres du jour, liste des participants, ordres du jour annotés du président, résumés des réunions, procès-verbaux).

Sans objet – adressé au BCP et/ou à Sécurité publique Canada

NON CLASSIFIÉ

- 9. Une liste de tous les engagements au niveau des directeurs divisionnaires (ou l'équivalent) ou au-dessus avec des représentants des groupes de la diaspora où le sujet de l'ingérence étrangère a été discuté. La liste devrait comprendre les dates, les noms des représentants ministériels et de la diaspora et le résumé des discussions.**

Cette question s'adresse plutôt à d'autres ministères, y compris Sécurité publique Canada et le ministère de la Justice. Ces ministères et leurs organismes associés ont beaucoup consulté les groupes de la diaspora au sujet du projet de loi déposé en tant que projet de loi C-70.

- 10. Toute mise à jour pertinente liée à l'information fournie dans le rapport institutionnel de l'étape 1.**

NON CLASSIFIÉ

ANNEXE A

Postes budgétaires fédéraux pour contrer l'ingérence étrangère

L'ingérence étrangère a été une priorité pour le gouvernement au fil des ans. Le tableau ci-dessous présente les initiatives stratégiques et le financement dédié (environ 500 millions de dollars) pour lutter contre l'ingérence étrangère au Canada.

2018	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 7,1 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, et 1,5 million de dollars en financement permanent, pour soutenir le travail du Bureau du commissaire aux élections fédérales. <input type="checkbox"/> 507,7 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2018-2019, et 108,8 millions de dollars en financement permanent pour appuyer la première Stratégie nationale de cybersécurité globale du Canada et pour établir le Centre canadien pour la cybersécurité.
2019	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Jusqu'à 4,2 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2019-2020, pour que le CST fournisse des conseils et une orientation en matière de cybersécurité aux partis politiques et aux administrateurs électoraux canadiens. <input type="checkbox"/> 2,1 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2019-2020, pour qu'Affaires mondiales Canada établisse une unité du Mécanisme de réponse rapide, le Canada assurant un rôle de coordination supplémentaire au nom du G7. <input type="checkbox"/> 19,4 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2019-2020, pour que Patrimoine Canada lance un projet de démocratie numérique afin de renforcer la résilience des Canadiennes et des Canadiens à la désinformation en ligne. <input type="checkbox"/> 7,5 millions de dollars sur deux ans, à partir de 2018-2019, pour l'Initiative de citoyenneté numérique, qui soutient les programmes et les outils numériques, d'information et d'éducation civique, avant les élections générales de 2019. <input type="checkbox"/> 23 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2020-2021, pour le SCRS sous l'égide de la protection de la démocratie (poste budgétaire seulement).
2021	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Des modifications ont été apportées à la <i>Loi électorale du Canada</i> afin de préciser que le fait de faire ou de publier une fausse déclaration à l'égard d'un candidat, d'un candidat éventuel ou d'un chef de parti constituerait une infraction.

NON CLASSIFIÉ

2022	<ul style="list-style-type: none"> □ 13,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, et 2,8 millions de dollars en financement permanent à Affaires mondiales Canada pour renouveler et élargir le Mécanisme de réponse rapide du G7. □ 10 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, et 2 millions de dollars en financement permanent pour le Bureau du Conseil privé afin de coordonner, d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures pangouvernementales pour lutter contre la désinformation et protéger notre démocratie.
2023	<ul style="list-style-type: none"> □ 48,9 millions de dollars sur trois ans selon la comptabilité de caisse, à compter de 2023-2024, à la GRC afin de protéger les Canadiennes et les Canadiens contre le harcèlement et l'intimidation, d'accroître sa capacité d'enquête et de collaborer de façon plus proactive avec les collectivités qui risquent davantage d'être ciblées. □ 13,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, et 3,1 millions de dollars en financement permanent à Sécurité publique Canada pour établir un Bureau national de lutte contre l'ingérence étrangère. □ Élargissement du mandat du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) afin d'y inclure la surveillance des institutions financières fédérales (IFF) afin de déterminer si elles ont des politiques et des procédures adéquates pour se protéger contre les menaces à leur intégrité et à leur sécurité, y compris la protection contre l'ingérence étrangère.
2024	<ul style="list-style-type: none"> □ 655,7 millions de dollars sur huit ans, à compter de 2024-2025, et 191,1 millions de dollars dans l'amortissement restant, et 114,7 millions de dollars en financement permanent au SCRS pour améliorer ses capacités de renseignement, et sa présence à Toronto. □ 18 millions de dollars sur deux ans pour le BCP et le ministère de la Justice pour couvrir les frais juridiques associés à l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux (poste budgétaire seulement).